La 9e section du CNU réunie le lundi 27 mai manifeste la plus grande inquiétude face à la réforme du recrutement et de la formation des enseignants annoncée depuis quelques semaines par le MEN et le MESR.

La 9e section tient à souligner **l'impossibilité d'entreprendre dans l'urgence une réforme de cette ampleur, alors même que la crise du recrutement des professeurs s'approfondit**, et rend indispensable la réflexion de toutes les instances compétentes pour y répondre.

Compte-tenu des éléments reçus à ce jour, ~~e~~t plus généralement de l'absence d'éclaircissement, qui, à ce stade, interrogent l'existence d'un projet réellement élaboré par les instances de gouvernement pour une réforme majeure, **la 9e section demande le moratoire de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants du second degré et la mise en discussion du projet avec les instances représentatives des personnels concernés**.

Sans ce moratoire, certaines universités ne pourront pas mettre en œuvre la réforme, ce qui entrainerait une rupture d'égalité dans la préparation des candidats sur le territoire. **Aussi la 9e section soutient-elle les UFR et les départements de langue et de littérature françaises qui refusent d'accompagner la réforme du CAPES pour la rentrée 2024**.